

25 SEP. 2020

**ARRÊTÉ N° 198 du portant mise en demeure
Installations Classées pour la Protection de l'Environnement**

**Société SOFRILOIRE au LION D'ANGERS
Entrepôt frigorifique**

**Le Préfet de Maine-et-Loire,
Chevalier de la Légion d'Honneur,
Officier de l'Ordre National du Mérite,**

VU le Code de l'Environnement, en particulier ses articles L. 171-6, L. 171-8, L. 172-1, L. 511-1, L. 514-5 ;

VU l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées soumises à déclaration sous la rubrique 2921 (installations de refroidissement par dispersion d'eau dans un flux d'air) et en particulier :

- **le point 3.7.I.1-a, annexe I**, relatif à la révision de l'analyse méthodique des risques (AMR) en cas de modification des installations .

VU l'arrêté préfectoral d'autorisation D3-2001-n°138 du 19 février 2001 délivré à la société SOFRILOIRE pour l'exploitation d'un entrepôt frigorifique situé dans la zone industrielle La Coudère, au LION d'ANGERS;

VU l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral précité relatif à la déclaration des modifications notables apportées aux installations ;

VU le rapport de l'inspecteur de l'environnement transmis à l'exploitant par courrier en date du 7 juillet 2020 conformément aux articles L. 171-6 et L. 514-5 du code de l'environnement ;

Considérant que lors de la visite en date du 25 mai 2020, l'inspecteur de l'environnement (spécialité installations classées) a constaté les faits suivants :

- Les installations employant de l'ammoniac ont été modifiées (déplacement de la capacité de stockage d'ammoniac HP située dans le local toiture et sa nouvelle implantation dans la salle des machines, et, arrêt définitif du condenseur 3) sans qu'elles n'aient été portées à la connaissance du préfet avant leur réalisation. Or, il s'agit de modifications notables susceptibles de modifier les risques. L'exploitant n'a pas procédé à l'analyse des risques des modifications apportées et à l'actualisation si nécessaire de son étude des dangers.
- l'exploitant n'a pas respecté la fréquence minimale de deux ans pour la mise à jour de l'AMR. Elle a été actualisée le 12 avril 2017 puis le 16 janvier 2020.
- l'AMR de 2020 ne tient pas compte des modifications apportées fin 2019 aux installations (notamment arrêt de la TAR n° 3, modification du circuit, etc.). Or, l'AMR doit être révisée en cas de modification significative des installations.

Considérant que les constats susvisés constituent un manquement aux dispositions :

- de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2001.
- du point 3.7.I.1-a, annexe I de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 précité.

Considérant que face à ces manquements, il convient de faire application des dispositions de l'article L. 171-8 du code de l'environnement en mettant en demeure la société SOFRILOIRE de respecter les prescriptions suivantes :

- de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral du 19 février 2001.
- du point 3.7.I.1-a, annexe I, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 précité.

afin d'assurer la protection des intérêts visés à l'article L. 511-1 du code de l'environnement ;

Sur proposition de Madame la Secrétaire Générale de la préfecture de Maine et Loire.

ARRETE

Article 1 – La société SOFRILOIRE, exploitant un entrepôt frigorifique, situé ZI La Coudère au LION D'ANGERS, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions de l'article 3.3 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 19 février 2001 :

en déposant un dossier qui porte à la connaissance du préfet les modifications apportées aux installations employant de l'ammoniac avec tous les éléments d'appréciation.

Ce dossier devra comporter :

- la nouvelle situation administrative de l'établissement avec le classement actualisé des activités au regard de la nomenclature ICPE en vigueur (rubriques 2921, 4735, etc.)
- un plan à jour des installations
- une description des modifications apportées aux installations,
- la notification de l'arrêt de la TAR n°3 et la justification des mesures prises ou prévues pour assurer la mise en sécurité des installations (démantèlement, vidange des canalisations, etc.),
- une analyse des risques des modifications apportées aux installations et, si besoin, une actualisation de l'étude des dangers.

Article 2 - La société SOFRILOIRE, exploitant un entrepôt frigorifique, situé ZI La Coudère au LION D'ANGERS, est mise en demeure de respecter, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les dispositions du point 3.7.I.1-a, annexe I, de l'arrêté ministériel du 14 décembre 2013 :

en procédant à la révision de l'analyse méthodique des risques des installations aéroréfrigérantes.

Article 3 -L'exploitant adresse à l'inspection des installations classées, **dans un délai de quatre mois à compter de la notification du présent arrêté**, les justificatifs attestant du respect des dispositions mentionnées aux articles 1 et 2.

Article 4 - Dans le cas où l'une des obligations prévues aux articles 1 et 2 ne serait pas satisfaite dans le délai prévu par ces mêmes articles, et indépendamment des poursuites pénales qui pourraient être engagées, il pourra être pris à l'encontre de l'exploitant les sanctions prévues à l'article L. 171-8 du code de l'environnement.

Article 5 - En application de l'article L221-8 du code des relations entre le public et l'administration, sauf dispositions législatives ou réglementaires contraires ou instituant d'autres formalités préalables, une décision individuelle expresse est opposable à la personne qui en fait l'objet au moment où elle est notifiée.

En application de l'article R421-1 du code de justice administrative, le tribunal administratif de Nantes ne peut être saisi que par voie de recours formé contre une décision, et ce, dans les deux mois à partir de la notification ou de la publication de la décision attaquée.

Article 6 - Le présent arrêté est notifié à la société SOFRILOIRE par lettre recommandée avec accusé réception et sera publié sur le site internet de la préfecture de Maine-et-Loire. Une copie du présent arrêté sera déposée à la mairie du LION D'ANGERS et pourra y être consultée.

Un extrait de cet arrêté sera affiché à la mairie du LION D'ANGERS pendant une durée minimum d'un mois.

Procès-verbal de l'accomplissement de ces formalités sera dressé par les soins du maire du LION D'ANGERS et envoyé à la préfecture de Maine-et-Loire - direction de l'interministérialité et du développement durable - bureau des procédures environnementales et foncières.

Article 7 : La secrétaire générale de la préfecture, la sous-préfète de SEGRÉ, le maire du LION D'ANGERS, la directrice régionale de l'environnement, de l'aménagement et du logement et le commandant du groupement de gendarmerie de Maine-et-Loire sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Fait à ANGERS, le **25 SEP. 2020**

Pour le Préfet et par délégation,
La Secrétaire Générale de la Préfecture



Magali DAVERTON

